GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno LXIV — **Roma — Venerdì, 30 novembre 1923** — **Numero 281**

Abbonamenti.

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	100	60	40
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	200	120	70
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (sola Parte I)	»	70	40	25
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	120	80	50

Un numero separato fino a 32 pagine *cent. 60* — Arretrato *cent. 80;* all'estero *L. 1.20* — Se il giornale si compone di oltre 32 pagine aumenta di *cent. 60* ogni 32 pagine o frazioni — Ogni foglio delle inserzioni, di 4 pagine, *cent. 30* — Arretrato *cent. 40.*

Inserzioni.

Annunzi giudiziari . . . . . . L. 2.00 } per ogni linea di colonna e
Altri avvisi . . . . » 3.00 } spazio di linea.

Le pagine destinate per le inserzioni, agli effetti del computo delle linee e degli spazi di linea, si considerano sempre divise in due colonne verticali.

Gli originali degli avvisi debbono essere redatti su *carta da bollo da Lire TRE* ed accompagnati da un *deposito preventivo in ragione di lire CENTOVENTI (L. 120), per ogni pagina di manoscritto.*

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali a decorrere dal 1° d'ogni mese. — Le richieste per le inserzioni debbono essere dirette esclusivamente alla **Amministrazione della «Gazzetta Ufficiale» presso il Provveditorato Generale dello Stato - Ministero delle Finanze** *(Tel. 91-86). — All'importo di ciascun vaglia postale ordinario e telegrafico si aggiunga sempre la tassa di bollo di centesimi cinque o dieci.*

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

CASA REALE

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CASA REALE

AVVISO DI CORTE.

S. M. il Re ha ricevuto, oggi alle 11, in udienza solenne il signor Petras Klimas, il quale ha presentato alla Maestà Sua le lettere che lo accreditano presso questa Real Corte in qualità di Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Lituania.

Roma, li 29 novembre 1923.

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 15 ottobre 1923, n. 2465.

Convenzione tra l'Italia ed altri Stati per l'organizzazione della lotta contro le cavallette.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato *ad interim* per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per le colonie e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione tra l'Italia (Regno d'Italia, Eritrea e Somalia italiana, Tripolitania e Cirenaica) ed altri Stati per l'organizzazione della lotta contro le cavallette, firmata a Roma il 31 ottobre 1920.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 15 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 184. — GRANATA.

Convention du 31 octobre 1920

relative à l'organisation de la lutte contre les sauterelles conclues à Rome entre les Pays suivants: Argentine, Bulgarie, Cuba, France, Afrique occidentale française, Algèrie, Indo-Chine, Madacascar, Maroc (partie française), Régence de Tunis, Hongrie Italie, Erythrée et Somalie Italienne, Tripolitaine et Cyrénaïque, Mexique, Serbie, Croatie et Slovénie et Uruguay.

Lesquels ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

La République Argentine:
M. Julio J. Bolla, ingénieur agronome au Ministère de l'agriculture;

Le Royaume de Bulgarie:
M. le Dr. Stoil Stoiloff, chargé d'affaires de Bulgarie à Rome;

La République de Cuba:
M. Mario Del Pino y Sandrino, chargé des affaires à la légation de Cuba;

La République Française:
M. Lesage, inspecteur général de l'agriculture;
M. Marchal, membre de l'Institut de France, directeur de la Station entamologique de Paris;

L'Afrique occidentale Française:
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. Adam, inspecteur général d'agriculture coloniale;

L'Algérie:
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. le Dr. Beguet, de l'Institut Pasteur d'Algérie;
M. Stotz, inspecteur de la défense des cultures;

L'Indo-Chine:
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. Adam, inspecteur général d'agriculture coloniale;

Le Madagascar:
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. Adam, inspecteur général d'agriculture coloniale;

L'Empire Marocaine (partie française):
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. Charles Roux, conseiller de l'ambassade de France à Rome;
M. Jacques Nacivet, directeur de l'office colonial du Maroc;

La Régence de Tunis;
M. Charles Roux, conseiller de l'ambassade de France à Rome;
M. Louis-Dop, vice-président de l'Institut international d'agriculture;
M. Gillin, directeur de l'enseignement et des services agricoles;

La Hongrie:
M. Albert Memes, délégué plénipotentiaire du Gouvernement Royal Hongrois près le Gouvernement Royal d'Italie;
M. Joseph Jablonovsky, conseiller ministeriel, directeur général des stations expérimentales de Hongrie;

Le Royaume d'Italie:
M. Giuseppe Micheli, Ministre d'agriculture;
M. le prof. Battista Grassi, sénateur, président de la Commission des maladies des plantes;
M. le comm. prof. Michele Carlucci, inspecteur général au Ministère pour l'agriculture;
M. le prof. Filippo Silvestri, de l'ecole supérieure de l'agriculture de Portici;
M. le prof. Enrico Pantanelli, inspecteur des maladies des plantes au Ministère d'agriculture;

L'Erithrée et Somalie Italienne et la Tripolitanie et Cyrenaïque:
M. le comte Edoardo Soderini, délégué au Comité permanent de l'Institut international d'agriculture;
M. le prof. Filippo Silvestri, de l'ecole supérieure de l'agriculture de Portici;

La République des Etats Unis Mexicains:
M. Gustavo Villatoro, secrétaire de la légation du Mexique à Rome;

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
M. Nicolas Ransévitch, professeur et chef de la section de phytopathologie à la station d'essai et de contrôle;

La République Orientale de l'Uruguay:
M. Enrique J. Rovira, consul de l'Uruguay à Rome;

Le Royaume de Grèce:
M. C. A. Isaakides, inspecteur général de la phytopatologie.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Rome, au palais de l'Institut international d'agriculture, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. Premier.

Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de lutter contre les sauterelles susceptibles de nuire aux cultures des Etats voisins, signataires de la présente Convention.

Art. 2.

Ils devront prendre toutes dispositions utiles pour prévenir, par les moyens les plus rapides, les Etats voisins adhérents des mouvements des sauterelles visées à l'article premier.

Art. 3.

Ils pourront, dans leur intérêt réciproque, conclure des accords particuliers en vue de prendre des mesures communes pour faciliter la lutte contre les sauterelles.

Art. 4.

Ils reconnaissent, dès la signature de la présente Convention, l'Institut international d'agriculture de Rome comme centre officiel international de documentation et de vulgarisation de toutes les questions se référant à la lutte contre les sauterelles.

Ils s'engagent à lui fournir, au moins une fois par an et plus souvent si les circostances l'exigent, tous renseignements d'ordre technique, scientifique, législatif et administratif recueillis sur cet objet par des personnes compétentes.

L'Institut international d'agriculture donnera à ces renseignements la publicité la plus large et la plus rapide.

Art. 5.

Toute proposition émanant d'un Etat contractant et visant la modification de la présente Convention, sera communiquée par cet Etat à l'Institut international d'agriculture et déférée par celui-ci à une réunion de Délégués des Parties contractantes qui sera convoquée à Rome par l'Institut à l'occasion d'une assemblée générale de cette institution.

Les propositions faites par les Délégués seront ensuites soumises à l'approbation des Etats qui ont adhéré à la présente Convention.

Art. 6.

La présente Convention sera signée et ratifiée aussitôt que possible, et les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement italien dès que trois au moins des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Chaque ratification sera communiquée par le Gouvernement italien aux autres Etats contractans ainsi qu'à l'Institut international d'agriculture.

Art. 7.

Tout Etat, Dominion ou Colonie, qui se gouverne librement et qui n'à pas signé la présente Convention est admis à y adhérer sur sa demande.

Les Colonies, sur la demande des Etats dont elles dépendent, pourront également être admises à y adhérer aux mêmes conditions que les Etats indépendants.

Art. 8.

L'adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement italien et par celui-ci aux Gouvernements contractants, ainsi qu'à l'Institut international d'agriculture.

Art. 9.

La présente Convention entrera en vigueur, pour les trois premiers Etats au moins qui l'auront ratifiée, dans un délai de trois mois à partir de la date de la ratification, pour les autres Etats, dans un délai de six mois, au fur et à mesure du dépôt auprès du Gouvernement italien de leur ratification ou de leur adhésion.

En foi de quoi les Plénipotentiaires dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme ont signé la présente Convention.

Fait à Rome le 31 octobre 1920 en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des affaires etrangères d'Italie et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Etats adhérents à la présente Convention.

JULIO J. BOLLA	LOUIS-DOP
D.r STOÏLOFF	P. GILLIN
MARIO DEL PINO	A. MEMES
MAURICE LÉSAGE	JOSEPH JABLONOVSKY
P. MARCHAL	GIUSEPPE MICHELI
LOUIS-DOP	BATTISTA GRASSI
ADAM	MICHELE CARLUCCI
LOUIS-DOP	FILIPPO SILVESTRI
BIGUET	ENRICO PANTANELLI
G. J. STOTZ	EDOARDO SODERINI
LOUIS-DOP	FILIPPO SILVESTRI
ADAM	EDOARDO SODERINI
LOUIS-DOP	FILIPPO SILVESTRI
ADAM	GUSTAVO VILLATORO
LOUIS-DOP	N. RANSÉVITCH
F. CHARLES ROUX	ENRIQUE JOSÉ ROVIRA
J. NACIVET	CONSTANTIN A. ISAAKIDES
CHARLES ROUX	

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 27 agosto 1923, n. 2484.

Norme sull'ordinamento giudiziario della Cirenaica.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 5 novembre 1911, n. 1247, convertito nella legge 25 febbraio 1912, n. 83;

Visto il R. decreto 20 marzo 1913, n. 289, ed il decreto Luogotenenziale 15 aprile 1917, n. 938;

Visto il R. decreto 31 ottobre 1919, n. 2401, che approva le norme fondamentali per l'assetto della Cirenaica;

Viste le norme sull'ordinamento giudiziario della Cirenaica approvate da quel Parlamento;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Sono approvate le unite norme sull'ordinamento giudiziario della Cirenaica viste, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Art. 2.

E' abrogata ogni disposizione contraria al presente decreto.

Art. 3.

Con decreto del Ministro delle colonie, su proposta del Governatore, saranno coordinate in testo unico le disposizioni del presente decreto con quelle dell'ordinamento giudiziario approvato con R. decreto 20 marzo 1913, n. 289, e delle norme complementari all'ordinamento stesso approvate con decreto Luogotenenziale 15 aprile 1917, n. 938, apportandovi le modificazioni a tal fine necessarie.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 27 agosto 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 202. — GRANATA.

Norme sull'ordinamento giudiziario della Cirenaica.

TITOLO I.

GIURISDIZIONE ORDINARIA.

Art. 1.

Per tutte le cause civili e penali di competenza del Tribunale per gli indigeni, giudica il Tribunale regionale.

Nei giudizi penali che non siano di competenza del giudice unico, il Tribunale regionale composto del magistrato di carriera, che lo presiede, e di due assessori cittadini italiani, i quali giudicano con voto deliberativo.

Art. 2.

Gli assessori sono prescelti fra i cittadini residenti nella sede del Tribunale di riconosciuta ineccepibile rettitudine, di sufficiente capacità e di età non inferiore ai 30 anni.

Vengono proposti al principio di ogni anno da una Commissione costituita dal giudice regionale che la presiede, dal rappresentante del pubblico ministero o da un suo delegato, da un rappresentante del Commissario di Governo, dal Cadì locale, dal Mufti o da un notabile nominato d'accordo fra il Commissario di Governo e il Cadì, dal presidente del Tribunale rabbinico o da un notabile israelita designato dal Commissario di Governo e dal presidente del Consiglio dell'ordine degli avvocati o dal più anziano degli avvocati esercenti presso il Tribunale o la Sezione.

La scelta degli assessori musulmani sarà fatta dalla Commissione in base a liste presentate dagli Imam e dai Muchtar rionali.

La nomina è fatta dal Governatore il quale, con suo decreto, determina l'indennità giornaliera spettante agli assessori per ogni udienza a cui intervengono.

Art. 3.

Nella scelta degli assessori il giudice dovrà tenere opportuno conto della razza, della religione e del ceto sociale degl'imputati.

Art. 4

La redazione della sentenza spetta al presidente.
Il dispositivo dovrà essere esteso per intero prima della pronunzia della sentenza e dovrà portare le firme degli assessori.

Art. 5.

L'autorità giudiziaria ordinaria, in determinate contingenze e limitatamente alle cause civili vertenti fra musulmanni o fra israeliti, ha facoltà di rinviare le parti, se consenzienti, per atti istruttori od anche per il giudizio, alla giurisdizione sciaraitica o rabbinica.

Art. 6.

Sono soppressi i collegi di conciliatura per musulmani istituiti con decreto Luogotenenziale 3 dicembre 1915, n. 1895. La loro competenza, elevata fino a L. 1000, è deferita ai Cadì come è disposto al 4° comma dell'art. 14 del presente ordinamento.

Art. 7.

Il giudice regionale, oltre alla facoltà conferitagli dall'articolo 19 prima parte del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289, esercita tutte le funzioni che i codici vigenti assegnano al pretore.
Egli, pertanto nei limiti della competenza del pretore, riceve le denunzie, provvede alle istruttorie, procede ai giudizi senza intervento del pubblico ministero e compie gli atti inerenti a tale funzione.
Nei tribunali nei quali sono assegnati più giudici regionali il presidente della Corte di appello su proposta del presidente del Tribunale, sentito il pubblico ministero, al principio di ciascun anno può dare incarico ad un giudice regionale di esercitare le funzioni di pretore.
E' applicabile il disposto dell'art. 6 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289, alle sentenze appellabili pronunziate dal giudice regionale colle funzioni di pretore.

Art. 8.

Nei giudizi penali avanti al Tribunale regionale l'intervento del pubblico ministero è sempre facoltativo.

Art. 9.

L'autorità giudiziaria, nei giudizi penali, quando vi siano imputati presenti ed altri contumaci, ha facoltà, non oltre l'apertura del dibattimento, di ordinare lo stralcio della causa riguardanti i contumaci e procedere al giudizio degli imputati presenti; la stessa autorità dopo la pubblicazione della sentenza in confronto degl'imputati presenti può pronunciare in Camera di consiglio senz'altro sentenza contro i contumaci.
In tale caso il condannato, ove la pena inflitta non sia prescritta o altrimenti estinta, ha diritto al rinnovamento del dibattimento nelle forme ordinarie, costituendosi alle autorità.

Art. 10.

I giudizi d'appello da sentenze di condanna pronunziate dai Tribunali o dalle Sezioni della Cirenaica a carico di detenuti si svolgono di regola senza la presenza dell'imputato, salvo che l'imputato o il pubblico ministero presso la Corte d'appello non abbiano richiesta la comparizione personale, oppure si sia costituita la parte civile o la comparizione sia stata ordinata d'ufficio dal presidente della Corte.
In ogni caso sarà comunicata la data di dibattimento.

Art. 11.

Le sentenze penali di condanna pronunziate dal giudice singolo, sono appellabili secondo le norme dell'art. 477 del Codice di procedura penale.

Art. 12.

Il giudice, qualora concorrano speciali motivi inerenti alle condizioni locali, può, nell'applicare la pena, scendere al disotto del minimo fissato dalla legge per il reato commesso, purchè non si tratti d'imputato che sia recidivo.

Art. 13.

La facoltà dell'oblazione a senso dell'art. 53 del decreto Luogotenenziale 15 aprile 1917, n. 938, è ammessa anche per i reati di competenza del pretore punibili fino a L. 300 di pena pecuniaria e pel caso previsto dal decreto Governatoriale 15 gennaio 1916.

TITOLO II.

GIURISDIZIONI SPECIALI.

CAPO I.

Del Tribunale sciaraitico.

Art. 14.

Il Tribunale della Sciaria conosce di tutte le controversie fra musulmani in materia di statuto personale, diritto di famiglia, diritto successorio, pratiche religiose, salvo alle parti consenzienti la facoltà di cui all'art. 27 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289.
Saranno pure di competenza dei Tribunali sciaraitici le controversie relative alla validità della costituzione dei « waqf », alla loro amministrazione e sorveglianza e all'interpretazione e applicazione degli atti costitutivi.
Il Tribunale della Sciaria conosce parimenti delle cause civili rinviategli dall'autorità giudiziaria ordinaria a senso dell'art. 5 del presente decreto.
E' pure demandata ai Cadì, elevandola sino a L. 1000, la competenza attribuita ai collegi indigeni di conciliatura con il decreto Luogotenenziale 23 dicembre 1915, n. 1895, del quale restano ferme, in quanto applicabili, tutte le norme relative alla procedura e all'appello.
Inoltre, a richiesta di una delle parti, saranno devolute alla giurisdizione dei tribunali sciaraitici le controversie civili fra musulmani sulla proprietà e possesso del bestiame e i contratti ad esso relativi, sempre che la controversia si riferisca a un numero non superiore a trenta capi di bestiame piccolo, o a dieci di bestiame cammellino o bovino, o ad un capo di bestiame equino (cavalli, muli, asini), coi suoi nati nel caso si tratti di femmina.
All'esecuzione si provvederà ai sensi dell'art. 20 del presente ordinamento.

Art. 15.

Le cause in materia di Sciufaa saranno giudicate dai Tribunali ordinari secondo le consuetudini locali, in base al rito hanafita.
Potranno tuttavia essere devolute ai Tribunali della Sciaria con il consenso delle due parti.

Art. 16.

In ogni sede di Commissariato funzionerà un Tribunale sciaraitico retto da un Cadì.

Art. 17.

Nei distretti la giustizia sciaraitica sarà amministrata, per le cause di minore importanza, da un Naib el Cadì il quale avrà sede in un capoluogo di distretto e giurisdizione su uno o più distretti.
I tribunali del Naib el Cadì saranno costituiti con decreto del Governatore, udito il Commissario di Governo ed il Cadì della circoscrizione, il quale ne designerà i titolari, da riconoscersi con decreto del Governatore.
La competenza di ogni Naib sarà determinata dal Cadì, nell'atto di delega.

Art. 18.

Alla revoca del Naib, il Cadì potrà procedere su parere conforme di una Commissione composta dal Cadì, dai deputati del distretto, dal Mudir o sindaco del distretto e da un funzionario delegato dal Commissario di Governo.

Art. 19.

Le sentenze del Tribunale sciaraitico, eccetto quelle relative a controversie di valore non superiore alle L. 200, sono appellabili, nel termine di 30 giorni dalla pronunzia in presenza

delle parti e dalla notifica della sentenza, al Tribunale sciaraitico superiore di cui all'art. 22.
Il Cadì può riformare le sentenze del suo Naib sia d'ufficio che ad istanza di parte. Le sentenze dei Naib el Cadì sono appellabili al Tribunale sciaraitico superiore nel termine indicato nel primo comma, previa omologazione del Cadì.

Art. 20.

L'esecuzione delle sentenze e dei provvedimenti del Cadì che non siano suscettibili del rimedio dell'appello è affidata allo stesso Cadì senza necessità dell'omologazione prevista dall'articolo 8 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289.
La richiesta della forza pubblica per l'esecuzione forzata delle sentenze e dei provvedimenti di cui al 1° comma è fatta al procuratore del Re o al capo della Sezione giudiziaria unendo una copia del provvedimento da eseguire.

Art. 21.

Qualora la decisione contenga disposizioni contrarie all'ordine pubblico e al diritto pubblico interno, il Governatore può ordinare la temporanea sospensione dell'esecuzione.

Art. 22.

E' istituito in Bengasi il Tribunale sciaraitico superiore per la Cirenaica, costituito da un Cadì che lo presiede e da due ulema.
Il Cadì presidente del Tribunale sciaraitico superiore viene eletto dai Cadì della Cirenaica fra i medesimi e resta in carica quattro anni.
All'uopo, prima della istituzione del Tribunale sciaraitico superiore, oltre ai cinque Cadì delle sedi di Commissariato, il Parlamento nominerà, un sesto Cadì, il quale avrà diritto di partecipare alla elezione sia come elettore che come eleggibile.
La sede rimasta eventualmente vacante sarà coperta dal Cadì in soprannumero.
Nelle successive elezioni il nuovo eletto a Presidente del Tribunale sciaraitico superiore sarà sostituito da quello cessante.
La stessa persona non può essere eletta per due volte consecutive.
In caso di assenza o di impedimento di uno dei componenti il Tribunale sciaraitico superiore, egli sarà sostituito dal Cadì viciniore che non abbia partecipato al giudizio di prima istanza.

Art. 23.

Il Tribunale sciaraitico superiore conosce in seconda istanza delle decisioni appellabili pronunciate dal Cadì o delle cause rinviategli a sensi dell'art. 5 del presente decreto.
Le sue decisioni sono esecutive senza omologazione.
Sono applicabili per le decisioni del Tribunale sciaraitico superiore le disposizioni dei precedenti articoli 19 e 20.

Art. 24.

Quando una causa proposta avanti al Cadì sia identica o connessa con altra già pendente davanti all'autorità giudiziaria ordinaria il Cadì deve sospendere ogni decisione e rinviare gli atti all'autorità davanti a cui è in corso il giudizio per la causa identica o connessa.
La stessa autorità giudiziaria ordinaria giudicherà sulla connessione o identità e, se ne sarà il caso, anche in merito.

CAPO II.

Del Tribunale rabbinico.

Art. 25.

Di tutte le controversie fra israeliti in materia di statuto personale, diritto di famiglia, diritto successorio, pratiche religiose giudica il Tribunale rabbinico, salva, a richiesta di una delle parti, la facoltà di cui all'art. 27 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289.
Il Tribunale rabbinico conosce inoltre delle cause civili, rinviategli a sensi dell'art. 5 del presente decreto.
Nei riguardi degli israeliti cittadini metropolitani e stranieri il Tribunale rabbinico ha competenza solo in materia religiosa.
Sono applicabili alle decisioni del Tribunale rabbinico le disposizioni degli articoli 19 e 20 del presente decreto.

L'ultimo comma dell'art. 27 del R. decreto 15 aprile 1917, n. 938, è modificato come segue:
« Il Tribunale, sentito sulla interpretazione delle norme talmudiche il Tribunale rabbinico di Tripoli, pronuncia definitivamente in conformità delle decisioni del medesimo ».

TITOLO III.

DISPOSIZIONI GENERALI.

Art. 26.

La giurisprudenza dell'autorità che amministra giustizia in materia di diritto consuetudinario vigente può, ove occorra, essere raccolta e coordinata con decreto del Governatore, sentiti i capi delle giurisdizioni.

Art. 27.

L'autorità giudiziaria in casi di necessità può delegare atti d'istruttoria civili e penali ai cancellieri, agl'interpreti ed agli altri funzionari addetti al servizio delle cancellerie e delle segreterie.

Art. 28.

Oltre il caso previsto dall'art. 22 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289, con decreto del giudice regionale possono essere affidate determinate funzioni di segreteria e di cancelleria, come l'assistenza alle udienze ed alle istruttorie, anche a personale non di ruolo.

Art. 29.

I Tribunali della Sciaria stabiliranno le norme del proprio funzionamento che, previa approvazione, andranno in vigore con decreto del Governatore.

Art. 30.

Con decreto Governatoriale saranno sancite le norme che si rendessero necessarie per l'applicazione del presente decreto.

TITOLO IV.

DISPOSIZIONI TRANSITORIE.

Art. 31.

Fino a che non sarà istituito il Tribunale sciaraitico superiore, l'appello delle sentenze dei Cadì sarà regolato secondo le disposizioni dell'art. 20 delle norme approvate con decreto Luogotenenziale 15 aprile 1917, n. 938.

Art. 32.

Tutte le questioni di carattere transitorio che siano per sorgere dall'applicazione del presente regolamento vanno risolte con le norme contenute nei Regi decreti 30 novembre 1865, n. 2606 e 1° dicembre 1889, n. 6509, recanti le disposizioni transitorie per l'attuazione dei Codici civile e penale nel Regno.
Per i giudizi in corso e per i gravami si applicano le norme degli articoli 81 e 82 del R. decreto 20 marzo 1913, n. 289.

Visto: d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le colonie:
FEDERZONI.

REGIO DECRETO 27 settembre 1923, n. 2488.

Norme per il trasferimento all'Amministrazione dei lavori pubblici della gestione amministrativa e contabile per la costruzione di pubblici edifici di conto dello Stato.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 25 del decreto Reale 31 dicembre 1922, n. 1809, concernente la riforma dei servizi nel Ministero dei lavori pubblici;

Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato pei lavori pubblici di concerto coi Ministri interessati;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Il passaggio della gestione amministrativa e contabile per la costruzione di pubblici edifici preveduta dall'art. 1 del Regio decreto 31 dicembre 1922, n. 1809, al Ministero dei lavori pubblici avverrà nei limiti e con le modalità appresso indicate:

Art. 1.

Sarà trasferita al Ministero dei lavori pubblici la gestione amministrativa e contabile dei lavori in corso per la costruzione di edifici pubblici di conto dello Stato, fatta eccezione per quelli che, a causa del loro stato di avanzamento o della loro particolare destinazione, fosse ritenuto, per accordo fra i competenti Ministri, di lasciare alla gestione dell'Amministrazione nel cui bilancio è attualmente stanziata la spesa.
E' esclusa dal trasferimento la gestione dei lavori di manutenzione ordinaria e straordinaria di pubblici edifici.

Art. 2.

Sarà attribuita al Ministero dei lavori pubblici la gestione amministrativa e contabile degli edifici pubblici che lo Stato intendesse costruire per l'avvenire qualunque sia la loro destinazione, fatta eccezione per quelli che l' Amministrazione delle finanze esegue a mezzo dei suoi uffici tecnici e per quelli della Guerra e della Marina.

Art. 3.

In relazione al disposto dell'articolo precedente le singole Amministrazioni allorchè intendano provvedere alla costruzione di nuovi edifici dovranno informarne il Ministro dei lavori pubblici che provvederà agli studi preliminari di progetto per la determinazione del fabbisogno, alla presentazione al Parlamento del disegno di legge per l'autorizzazione della spesa ed assumerà successivamente la gestione dell'opera coi fondi stanziati nel proprio bilancio.

Art. 4.

Il Ministero dei lavori pubblici procederà di concerto coll'Amministrazione nel cui interesse l'opera viene costruita per quanto attiene alle speciali esigenze di essa in relazione al suo scopo; ma sarà di sua esclusiva competenza provvedere in merito alla gestione tecnica ed amministrativa dei lavori.

Art. 5.

Nei riguardi del trasferimento della gestione di pubblici edifici all'Amministrazione dei lavori pubblici la data preveduta dall'art. 25 del R. decreto 31 dicembre 1922, n. 1809 è quella del decreto Ministeriale registrato alla Corte dei conti, col quale il Ministro per le finanze avrà provveduto pel trasferimento dei fondi stanziati per l'esecuzione dell'opera dall'una all'altra Amministrazione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei **decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.**

Dato a Raconigi, addì 27 settembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI — CARNAZZA — DIAZ — DI REVEL — GENTILE — FEDERZONI — COLONNA DI CESARÒ — CORBINO — OVIGLIO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 novembre 1923.
Atti del Governo registro 218, foglio 206. — GRANATA.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2489.
Varianti allo specchio III di cui al decreto Luogotenenziale 6 maggio 1917, n. 733, per le indennità eventuali del Regio esercito.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 19 aprile 1907, n. 201, che stabilisce le indennità eventuali del Regio esercito, e successive modificazioni.
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Allo specchio III per le indennità eventuali di cui al decreto Luogotenenziale 6 maggio 1917, n. 733, sono apportate le seguenti varianti:
N. 6. — Ufficiali con diritto a razione foraggio. - Indennità per la perdita di ogni cavallo per cause di servizio, uguale al valore di stima attribuito al cavallo all'atto dell'acquisto o della distribuzione con la diminuzione di tanti dodicesimi quanti sono gli anni di servizio prestato dal cavallo ed in ogni caso non superiore alle L. 4000;
N. 9. — Ufficiali condannati al carcere militare od alla reclusione militare od in attesa di secondo giudizio avanti a tribunali militari dopo condanna contumaciale - L. 5 - assegno giornaliero pel mantenimento;
N. 33. — Sottufficiali comandati fuori della loro sede per la nomina ad impiego civile dipendente dall'Amministrazione della guerra - L. 5 - soprassoldo giornaliero di servizio;
N. 34. — Sottufficiali in congedo illimitato, chiamati in esperimento per la nomina ad impiego civile nell'Amministrazione della guerra - L. 9 - retribuzione giornaliera;
N. 37. — Caporali e soldati che per ragioni di servizio non possono partecipare al rancio - L. 5 - indennità giornaliera cumulabile eventualmente con l'indennità di marcia e di accantonamento.

Art. 2.

L'indennità di cui al n. 37 dello specchio III è dovuta ai militari i quali si trovino in servizio comandati altrove, e non possano partecipare al rancio, nè presso il proprio corpo, nè presso altri corpi o reparti, nè sia possibile farlo loro recapitare.
Esso è costituito di L. 1 per il pane e di L. 4 per i viveri.
Il militare cui siano distribuiti pane o viveri in natura riceverà in meno il corrispondente equivalente in contanti.

Se abbia partecipato o possa partecipare ad un pasto riceverà L. 2 oltre il pane.

Non spetta la suindicata indennità, nè alcun altro compenso ai militari, compresi gli attendenti, che siano per qualsiasi motivo esentati dal convivere al rancio.

Il presente decreto ha vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — A. DIAZ — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, *foglio* 207. — GRANATA.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 27 novembre 192[illegible] [illegible]. 2514.

Abolizione della fascetta bollata sui vini spu[illegible] acque minerali in bottiglia e sulle profumerie e specialit[illegible] [illegible]inali.

Relazione del Ministro Segretario di Stato per le finanze a S. M. il Re, in udienza del 27 novembre 1923, sul decreto portante l'abolizione della fascetta bollata sui vini spumanti, acque minerali in bottiglia e sulle profumerie e specialità medicinali.

SIRE,

La vendita al pubblico di profumerie, specialità medicinali, vini spumanti ed acque minerali in bottiglia è attualmente soggetta alla tassa di bollo in ragione del 10 per cento, da corrispondersi con l'impiego delle fascette bollate di cne ai Regi decreti 21 agosto 1921, n. 1260, e 28 dicembre 1922, n. 1671.

In vista di questo trattamento, gli scambi dei detti prodotti effettuati fra commercianti sono stati assoggettati alla minore tassa di bollo di L. 0.50 per cento (art. 7, n. 1, del R. decreto legge 18 marzo 1923, n. 550).

A prescindere dalla misura delle aliquote, la duplice forma di tassazione dei prodotti suindicati costituisce per il ceto commerciale interessato un ostacolo alla speditezza della sua attività e contrasta col criterio, già in via di piena attuazione, di adattare progressivamente tutte le tasse di bollo a tariffa speciale alla maggiore unità e mitezza possibile di aliquota ed alla massima semplicità di forma.

Si è quindi ritenuto opportuno predisporre l'accluso schema di decreto che stabilisce, a decorrere dal 1° dicembre 1923, la sostituzione delle tasse speciali di bollo sulla vendita di profumerie, specialità medicinali, vini spumanti ed acque minerali in bottiglia con la tassa generale di bollo sugli scambi nella misura del 3 per cento; misura che dalle sommarie valutazioni fatte apparisce congrua ed idonea a compensare l'Erario della soppressione delle tasse suindicate.

* * *

Lo schema di decreto, che detta le opportune disposizioni transitorie per regolare il trapasso dall'una all'altra forma di tassazione dispone anche, in conseguenza del nuovo regime di tassa:

a) l'applicazione della stessa liquota di L. 3 per cento sugli scambi delle *profumerie sciolte*, dei saponi, e delle profumerie e specialità medicinali di prezzo non superiore ad una lira;

b) l'abrogazione delle vigenti disposizioni in materia di esenzione dall'imposta di fabbricazione degli spiriti destinati all'industria delle profumerie e delle specialità medicinali;

c) l'obbligo per i fabbricanti, importatori e grossisti di soddisfare senza diritto a rivalsa la tassa di scambio, nei primi quattro mesi dall'attuazione del decreto, pure mantenendo l'obbligo dell'applicazione della fascetta bollata all'atto della vendita nello stesso periodo di tempo, allo scopo di non creare una dannosa concorrenza in danno dei negozianti che trovansi in possesso di prodotti già muniti delle prescritte fascette bollate.

Notevoli sono i benefici che il provvedimento può recare all'industria nazionale senza svantaggio per l'Erario; e però il sottoscritto confida che la Maestà Vostra si degnerà di apporre al decreto stesso la Augusta Sua firma.

Il Ministro delle finanze:
DE' STEFANI.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

In virtù della delegazione di poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Visti i Regi decreti-legge 21 agosto 1921, n. 1260, 31 ottobre 1921, n. 1526 e 28 dicembre 1922, n. 1671, concernenti la tassa di bollo sulle vendite di vini spumanti ed acque minerali in bottiglia, sulle specialità medicinali e profumerie;

Visto il R. decreto-legge 28 dicembre 1922, n. 1672, portante l'aumento della sovratassa sugli spiriti;

Visto il R. decreto-legge 18 marzo 1923, n. 550, relativo alla tassa generale di bollo sugli scambi:

Visto il R. decreto-legge 26 ottobre 1923, n. 2275, portante la riforma della tariffa di bollo ed altre disposizioni concernenti la stessa materia;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro segretario di Stato per le finanze, di concerto col Ministro per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Dal 1° dicembre 1923, le tasse di bollo sulle vendite di vini spumanti ed acque minerali in bottiglia di che al R. decreto-legge 21 agosto 1921, n. 1260, e sulle vendite delle profumerie e specialità medicinali di che all'art. 5 della tariffa speciale, allegato *B*, al testo unico della legge di bollo 6 gennaio 1918, n. 135, ed al R. decreto-legge 28 dicembre 1922, n. 1671, tanto se fabbricati nel Regno che importati dall'estero sono sostituite, a tutti gli effetti, con la tassa generale di bollo sugli scambi, riscossa nelle forme stabilite col R. decreto-legge 18 marzo 1923, n. 550, e disposizioni successive.

La detta tassa di scambio dovrà applicarsi nelle seguenti misure:

scambi fino a lire 100:

per ogni 20 lire o frazione di 20 lire, lire 0.60, compresa l'addizionale;

scambi superiori a lire 100:

per ogni 100 lire o frazione di 100 lire, lire 3, compresa l'addizionale.

La tassa non si applica sugli scambi o vendite di importo non superiore a lire 10.

La tassa è comprensiva di quella di bollo per la quietanza contemporanea o successiva apposta sulla fattura, nota o conto.

Alla medesima tassa di bollo di scambio sono soggetti, a decorrere dal 1° dicembre 1923, anche gli scambi di profumerie sciolte, cioè non contenute in scatole, pacchetti, bottiglie ed altri involucri o recipienti, nonchè gli scambi di profumerie e specialità medicinali destinati alla vendita al consumatore a prezzo non superiore ad una lira.

Art. 2.

La tassa di scambio pagata nella detta misura dai fabbricanti, produttori, importatori e grossisti sulle fatture emesse nei mesi di dicembre 1923, di gennaio, febbraio e marzo 1924, starà a carico esclusivo di costoro senza diritto di rivalsa, in confronto degli acquirenti.

Art. 3.

Nei mesi di dicembre 1923, di gennaio, febbraio e marzo 1924, i prodotti, di che all'art. 1 del presente decreto, esistenti nei luoghi di vendita o nei depositi attigui o comunicanti con i luoghi di vendita, ove non siano già muniti di fascetta bollata, dovranno, all'atto della vendita, essere muniti della fascetta bollata a norma dell'art. 3 del R. decreto-legge 21 agosto 1921, n. 1260 e dall'art. 1 del R. decreto-legge 28 dicembre 1922, n. 1671.

Art. 4.

La tassa di registro stabilita dall'art. 3, lett. *a*), della tariffa sulle tasse di registro, è elevata a L. 3 per cento per le compravendite fra commercianti di vini spumanti ed acque minerali in bottiglie, di specialità medicinali e profumerie, di che all'art. 1 del presente decreto.

Art. 5.

E' abrogato, a decorrere dal 1° dicembre 1923, il capoverso dell'art. 1 del R. decreto-legge 28 dicembre 1922, n. 1672, per quanto concerne gli spiriti destinati all'industria delle profumerie e delle specialità medicinali.

Così pure, a decorrere dal 1° dicembre 1923, sono abrogati l'art. 1 del R. decreto 31 ottobre 1921, n. 1526, e l'art. 12, primo e secondo comma, del R. decreto 18 marzo 1923, numero 550, per quanto concerne i saponi e le profumerie importati dall'estero dai privati e l'abbonamento obbligatorio alla tassa di bollo di scambio sui saponi.

Art. 6.

A datare dal 1° aprile 1924 è concesso il cambio con altri valori bollati delle fascette bollate e dei bollini di abbonamento ancora riuniti in fogli interi o in mezzi fogli, per la riscossione della tassa sulle profumerie e specialità medicinali, sui vini spumanti ed acque minerali, purchè gli interessati ne facciano la consegna agli uffici del registro entro il 30 giugno 1924, presentando analoga domanda.

Art. 7.

Sono applicabili tutte le disposizioni e sanzioni recate dal R. decreto 18 marzo 1923, n. 550, e dagli articoli 34, 35 e 36 del R. decreto 26 ottobre 1923, n. 2275.

Art. 8.

Il Ministro delle finanze è autorizzato ad impartire tutte le disposizioni occorrenti per l'esecuzione del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — A. DE' STEFANI — CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, *foglio* 232. — GRANATA.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2493.

Costituzione del Consiglio di amministrazione e disciplina nel Ministero delle poste e dei telegrafi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Visto il testo unico delle leggi sullo stato degli impiegati civili approvato col R. decreto 22 novembre 1908, n. 693;

Visti i Regi decreti 5 aprile 1923, n. 105 e 15 luglio 1923, n. 1747;

Riconosciuta la necessità di modificare la composizione del Consiglio di amministrazione del Ministero delle poste e dei telegrafi, avuto riguardo ai nuovi gradi istituiti nella nuova tabella organica del personale direttivo, nonchè di provvedere al sollecito disbrigo degli affari sottoposti all'esame del Consiglio stesso anche in caso di assenza o di impedimento del Ministro e del Sottosegretario di Stato;

Inteso il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le poste e i telegrafi, di concerto col presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro dell'interno e *ad interim* degli affari esteri, e coi Ministri per la giustizia e gli affari di culto e per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Consiglio di amministrazione e di disciplina del Ministero delle poste e dei telegrafi, dopo intervenuta la nomina dei direttori capi di servizio, è così costituito:

a) dal presidente ai sensi dell'art. 47 del testo unico delle leggi sullo stato degli impiegati civili approvato con R. decreto 22 novembre 1908, n. 693;

b) dal consigliere di Stato, presidente della Commissione consultiva tecnico legale istituita con R. decreto 7 gennaio 1923, n. 71, e nel caso di sua assenza od impedimento, dall'altro consigliere di Stato facente parte della stessa Commissione;

c) dai direttori generali;

d) da due direttori capi di servizio designati dal Ministro;

e) dal direttore capo del servizio cui si riferisce la materia sottoposta al Consiglio di amministrazione e di disciplina.

Nel caso di assenza o di impedimento del Ministro e del Sottosegretario di Stato, il Consiglio di amministrazione e disciplina è presieduto dal consigliere di Stato di cui alla lettera *b*).

Per la validità delle deliberazioni e per la procedura rimangono in vigore le disposizioni attuali.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — COLONNA DI CESARÒ — OVIGLIO — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, *foglio* 211. — GRANATA.

REGIO DECRETO 21 ottobre 1923, n. 2502.
Riduzioni di tariffe per il trasporto dello zolfo sulle ferrovie dello Stato.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Viste le condizioni e tariffe per i trasporti sulle ferrovie dello Stato approvate col R. decreto 12 novembre 1921, numero 1585;
Visto l'art. 39 della legge 7 luglio 1907, n. 429, modificato col R. decreto 28 giugno 1912, n. 728;
Visto il R. decreto 29 ottobre 1920, n. 1523;
Sentito il Commissario straordinario per l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici, di concerto con quelli per le finanze e per l'economia nazionale;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'aumento sulle tariffe delle ferrovie dello Stato risultante dall'art. 1 del R. decreto 29 ottobre 1920, n. 1523, è ridotto dal 300 al 250 per cento per i trasporti di zolfo di produzione italiana, limitatamente alle voci di nomenclatura:
« Minerale di zolfo:
« *a*) in masse od allo stato polverulento (sterro);
« *b*) macinato;
« Zolfo in pani od in pezzi, anche misti con polvere di zolfo ».

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore dal 1° dicembre 1923.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 21 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CARNAZZA — DE' STEFANI — CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, *foglio* 220. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 21 ottobre 1923, n. 2503.
Approvazione della Convenzione per l'esercizio provvisorio, per conto dello Stato, della linea Granatari-Barcellona e sue eventuali diramazioni e prolungamenti.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 21 luglio 1911, n. 848, concernente l'aumento delle sovvenzioni chilometriche per le ferrovie da concedersi alla industria privata;
Visto il decreto Luogotenenziale 13 aprile 1919, n. 567, che autorizza la costruzione di tronchi ferroviari a sezione ridotta nella Sicilia;
Visto il R. decreto 2 ottobre 1919, n. 1838, contenente provvedimenti per il completamento della costruzione a cura diretta dello Stato, di 800 km. di ferrovie a sezione ridotta nell'interno della Sicilia;
Visto il R. decreto-legge 24 novembre 1921, n. 1696, che istituisce un ufficio per la costruzione di ferrovie secondarie nell'interno della Sicilia;
Visto il R. decreto 9 settembre 1912, n. 1135, che approva la convenzione per la concessione della costruzione e dell'esercizio delle tranvie urbane ed extra-urbane di Messina;
Visto il R. decreto 20 luglio 1922, n. 1165, che include la linea Granatari-Barcellona e diramazione a Milazzo e porto di Milazzo nella rete di ferrovie anzidette;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per i lavori pubblici e per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo;

Art. 1.

E' approvata e resa esecutoria la convenzione stipulata il 1° gennaio 1923 fra il Ministro per i lavori pubblici e il Sottosegretario di Stato per il tesoro ed il legale rappresentante della Società anonima tramways siciliani, per l'esercizio provvisorio per conto dello Stato, della linea Granatari-Barcellona e sue eventuali diramazioni e prolungamenti.

Art. 2.

Qualora le spese di esercizio della linea Granatari-Barcellona e sue eventuali diramazioni e prolungamenti, superino i prodotti della linea stessa, sarà provveduto per la parte di spesa eccedente i prodotti medesimi, mediante i fondi, che per la costruzione della rete di ferrovie secondarie in Sicilia, sono stati stabiliti dalla tabella A allegata al decreto-legge 3 maggio 1923, n. 1285.

Art. 3.

Alle spese per la dotazione del materiale rotabile e di esercizio occorrente all'esercizio provvisorio della ferrovia Granatari-Barcellona ed eventuali prolungamenti e diramazioni, durante la costruzione di essa, sarà provveduto con i fondi di cui al precedente articolo 2.

Art. 4.

Sui medesimi fondi, saranno prelevate le somme occorrenti per il pagamento alla Società anonima tramways siciliani, dei corrispettivi fissati dall'art. 16 della convenzione di cui al precedente art. 1 quale compenso dell'incarico assunto dalla detta Società di esercitare per conto dello Stato, la linea Granatari-Barcellona e sue eventuali diramazioni e prolungamenti.

Art. 5.

Con Regi decreti su proposta dei Ministri per i lavori pubblici e per le finanze sarà provveduto agli storni di fondi ed alle variazioni da introdurre nello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici in applicazione della presente disposizione.
Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei de-

creti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 21 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CARNAZZA — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 221. — GRANATA.

REGIO DECRETO 29 luglio 1923, n. 2433.
Contributo scolastico del comune di Vedano Olona.

N. 2433. R. decreto 29 luglio 1923, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, il contributo scolastico che il comune di Vedano Olona, della provincia di Como, devé annualmente versare alla Regia tesoreria dello Stato, in applicazione dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487, già fissato in L. 5802.93 col R. decreto 24 aprile 1919, n. 1050, è elevato a L. 10,242.93 a decorrere dal 1° ottobre 1922.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 novembre 1923.

REGIO DECRETO 5 luglio 1923, n. 2434.
Contributo scolastico del comune di Gattatico.

N. 2434. R. decreto 5 luglio 1923, col quale, su proposta del Ministro per la pubblica istruzione, il contributo scolastico che il comune di Gattatico della provincia di Reggio Emilia, deve annualmente versare alla Regia tesoreria dello Stato in applicazione dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487, già fissato in L. 9275.05 col R. decreto 4 gennaio 1914, n. 60, è elevato a L. 9975.05 a decorrere dal 1° luglio 1923.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 novembre 1923.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 11 novembre 1923.
Proroga di poteri dei Commissari straordinari dei comuni di Sant'Angelo Lodigiano, di Borgofranco d'Ivrea, di Santa Margherita Belice, di Cossato, di Siliqua, di Ivrea, di Cagliari, di Piedimonte San Germano e di Trani.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno a S. M. il Re, in udienza dell'11 novembre 1923, sul decreto che proroga i poteri dei Commissari straordinari di Sant'Angelo Lodigiano (Milano), di Borgofranco d'Ivrea (Torino), di Santa Margherita Belice (Girgenti), di Cossato (Novara), di Siliqua (Cagliari), di Ivrea (Torino), di Cagliari, di Piedimonte San Germano (Caserta) e di Trani (Bari).

SIRE,

Mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto, che proroga di tre mesi i poteri dei Regi commissari dei comuni di Sant'Angelo Lodigiano (Milano), di Borgofranco d'Ivrea (Torino), di Santa Margherita Belice (Girgenti), di Cossato (Novara), di Siliqua (Cagliari), di Ivrea (Torino), di Cagliari, di Piedimonte San Germano (Caserta) e di Trani (Bari) per dar modo agli amministratori straordinari di completare la sistemazione delle finanze e dei pubblici servizi, e non ravvisandosi, d'altronde, conveniente, attesa la situazione dei partiti locali, di indire subito le elezioni per la ricostituzione delle normali rappresentanze.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti in data 5, 19, 22 e 29 luglio, 10 e 13 agosto 1923, con cui vennero sciolti i Consigli comunali di Sant'Angelo Lodigiano (Milano), di Borgofranco d'Ivrea (Torino), di Santa Margherita Belice (Girgenti), di Cossato (Novara), di Siliqua (Cagliari), di Ivrea (Torino), di Cagliari, di Piedimonte San Germano (Caserta) e di Trani (Bari);

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione dei Consigli comunali di Sant'Angelo Lodigiano (Milano), di Borgofranco d'Ivrea (Torino), di Santa Margrerita Belice (Girgenti), di Cossato (Novara), di Siliqua (Cagliari), di Ivrea (Torino), di Cagliari, di Piedimonte San Germano (Caserta) e di Trani (Bari), è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 11 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 9 novembre 1923.
Proroga di poteri dei Commissari straordinari dei comuni di San Pietro di Gorizia, di Valle Castellana, di Cosenza, di Arzano, di Costigliole d'Asti, di Carignano, di Cutro, di Egna, di Vicari e della Commissione Reale per l'amministrazione della provincia di Teramo.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno a S. M. il Re, in udienza del 9 novembre 1923, sul decreto che proroga i poteri dei Commissari straordinari di San Pietro di Gorizia (Friuli), di Valle Castellana (Teramo), di Cosenza, di Arzano (Napoli), di Costigliole d'Asti (Alessandria), di Carignano (Torino), di Cutro (Catanzaro), di Egna (Trento), di Vicari (Palermo), e della Commissione Reale per l'amministrazione provinciale di Teramo.

SIRE,

Mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto, che proroga di tre mesi i poteri dei Regi commissari dei comuni di San Pietro di Gorizia (Friuli), di Valle Castellana (Teramo), di Cosenza, di Arzano (Napoli), di Costigliole d'Asti (Alessandria), di Carignano (Torino), di Cutro (Catanzaro), di Egna (Trento), di Vicari (Palermo), nonchè della Commissione Reale per l'amministrazione provinciale di Teramo, per dar modo alle gestioni straordinarie di completare la sistemazione delle finanze e dei pubblici servizi, e non ravvisandosi, d'altronde, conveniente, attesa la situazione dei partiti locali, di indire subito le elezioni per la ricostituzione delle normali rappresentanze.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti in data 3 maggio, 28 giugno, 5, 12, 22, 29 luglio e 10 agosto 1923, con cui vennero sciolti i Consigli comunali di San Pietro di Gorizia (Friuli), di Valle Castellana (Teramo), di Cosenza, di Arzano (Napoli), di Costigliole d'Asti (Alessandria), di Carignano (Torino), di Cutro (Catanzaro), di Egna (Trento), di Vicari (Palermo) e il Consiglio provinciale di Teramo;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione dei Consigli comunali di San Pietro di Gorizia (Friuli), di Valle Castellana (Teramo), di Cosenza, di Arzano (Napoli), di Costigliole d'Asti (Alessandria), di Carignano (Torino), di Cutro (Catanzaro), di Egna (Trento), di Vicari (Palermo) e del Consiglio provinciale di Teramo, è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

RELAZIONI e REGI DECRETI:

Scioglimento dei Consigli comunali di Lurago Marinone (Como), di Eboli (Salerno) e di Supino (Roma).

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 21 ottobre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Lurago Marinone, in provincia di Como.

MAESTA,

La tenace resistenza opposta dall'amministrazione comunale di Lugaro Marinone alle istruzioni date dall'autorità politica per la soluzione di una grave questione connessa al vitale problema dell'approvvigionamento idrico della popolazione, ed il legittimo sospetto di un serio contrasto di interessi fra il Comune ed il sindaco, determinarono l'esecuzione di una inchiesta sul funzionamento dell'Amministrazione. Ne è risultato che ad una locale industria, impiantata dal sindaco, sono state effettivamente fatte condizioni di eccezionale favore nella concessione d'acqua ad uso industriale, con danno delle finanze dell'Ente e dell'alimentazione idrica della popolazione, limitata, solo a poche ore al giorno.

Nel precipuo interesse di detta industria sono stati ordinati dal sindaco ed eseguiti, senza alcuna preventiva deliberazione e senza determinazione dei mezzi per far fronte alla spesa, lavori di rilevante ammontare nel pozzo comunale.

Sono stato alienate ed abbattute, senza regolari deliberazioni, piante di proprietà comunale; non è stato reso alcun rendiconto per la gestione dei proventi della tassa di macellazione, affidata al messo comunale; è stata ritardata la procedura per l'approvazione dei conti; per la compilazione del bilancio è stato necessario l'intervento di apposito commissario.

Il funzionamento in genere, dell'Amministrazione è deficiente e l'attività dei corpi deliberativi è stata sempre scarsissima.

Le deduzioni fornite dall'Amministrazione in seguito alla contestazione degli addebiti confermano sostanzialmente le irregolarità rilevate e non danno alcun affidamento per una miglior gestione avvenire della civica azienda.

In tali condizioni appare necessario un periodo di gestione straordinaria del Comune, mediante lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario, ed a ciò provvede, su conforme parere espresso dal Consiglio di Stato il 3 corrente, lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Lurago Marinone, in provincia di Como, è sciolto.

Art. 2.

Il signor rag. Anselmo Scichitano, è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 21 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 9 novembre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Eboli, in provincia di Salerno.

MAESTA,

In seguito alla presentazione di vari reclami, è stata recentemente eseguita sul funzionamento dell'amministrazione comunale di Eboli, proveniente dalle elezioni generali del 1920, un'inchiesta che ha posto in luce gravi irregolarità.

L'ufficio comunale lascia a desiderare specialmente nei riguardi della tenuta dell'archivio, di vari importanti registri e delle scritture contabili; i conti del 1911 non sono stati ancora presentati dal tesoriere; nella gestione della finanza comunale si sono verificati atti di eccessiva liberalità e di sperpero, ad esempio con la concessione di larghi ingiustificati compensi ad impiegati, con la irregolare erogazione di somme senza l'osservanza delle prescrizioni legali; la sistemazione di alcuni importanti pubblici servizi, come l'impianto del nuovo acquedotto, l'adattamento del cimitero viene trascurata; spesso mediante abuso da parte della Giunta municipale dei poteri del Consiglio e più spesso con abuso del sistema della trattativa privata, sono state conferite importanti forniture o aggiudicati appalti di pubblici lavori di ragguardevole entità, a persone od enti legati da interessi e parentele agli esponenti dell'Amministrazione comunale, la quale, in questo campo, come in fatto di conferimento di pubblici incarichi od impieghi e quasi in ogni altra manifestazione della sua attività, si è troppo spesso ispirata a criteri di partigianeria e di favoritismo.

In seguito alla contestazione degli addebiti, l'Amministrazione ha fornito deduzioni che confermano sostanzialmente le irregolarità accertate.

Il malgoverno della civica azienda, l'atteggiamento aggressivamente fazioso dell'Amministrazione hanno finito per produrre una tensione di animi che costituisce un pericolo grave per la pubblica quiete.

Anche per ragioni di ordine pubblico, oltre che per la necessità di provvedere al riassetto dell'Ente, si rende quindi indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario; ed a ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre alla Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Eboli, in provincia di Salerno, è sciolto.

Art. 2.

Il signor rag. Mario Cascini, è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Relazione di S. E il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 7 ottobre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Supino, in provincia di Roma.

SIRE,

L'amministrazione del comune di Supino, nonostante la continua ed attenta vigilanza dell'autorità politica, che era stata costretta ad inviare ripetutamente sul posto appositi commissari per riparare a deficienze o trasgressioni, in due anni di gestione, per i criteri partigiani, cui si è inspirata e per la sua incapacità, ha condotto il Comune ad un grave dissesto finanziario, lasciando in deplorevole abbandono i servizi.

Un'inchiesta recentemente eseguita ha posto in evidenza gravi irregolarità in ogni ramo di servizio: il personale municipale, esuberante ai bisogni dell'azienda, non ha ricevuto adeguata sistemazione e non dà il necessario rendimento per lo scarso controllo, cui è sottoposto.

Nessuna vigilanza viene esercitata sull'amministrazione della Congregazione di carità; trascurate la polizia urbana e rurale, l'igiene, la viabilità, la polizia mortuaria; concesse arbitrariamente a privati derivazioni d'acqua a detrimento delle pubbliche fontane; irregolare l'amministrazione dei beni patrimonali, concessi in affitto per canoni irrisori anche ad amministratori, e la gestione del patrimonio boschivo, tollerandosi abusi da parte degli stessi amministratori, componendosi con multe irrisorie le contravvenzioni.

L'Amministrazione, trascurando di attuare la condotta residenziale, ha compilato un elenco di poveri, che include la intera popolazione meno poche famiglie; nel riparto degli oneri tributari sono stati seguiti criteri partigiani, disastrosi per la pubblica finanza. Per favorire il ceto dei commercianti a danno dei proprietari terrieri non si è provveduto ad un'equa revisione delle tasse, attuandosi soltanto nel bilancio 1922 un fortissimo inasprimento della sovrimposta, che la Giunta provinciale amministrativa dovette notevolmente ridurre con una corrispondente diminuzione di spese; ciò nonostante, l'Amministrazione dava ugualmente corso agli stanziamenti soppressi, compiendo anche irregolari pagamenti sulla scorta di semplici note di lavori e forniture. In conseguenza, l'esercizio 1922 si è chiuso con un grave disavanzo malgrado la contrattazione di un mutuo. La situazione è stata, poi, aggravata durante l'esercizio in corso per la trascurata applicazione delle nuove matricole delle tasse comunali, rivedute da un Commissario prefettizio.

L'Amministrazione d'altra parte, anche per lo scarso credito, di cui godono gli elementi che la costituiscono, ha perduto il consenso e la stima della popolazione, ed appare assolutamente incapace a porre rimedio a questo anormale stato di cose; e poichè il malcontento popolare, finora contenuto nell'attesa dei provvedimenti delle autorità, costituisce una permanente minaccia per l'ordine pubblico, si rende indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale, con la conseguente nomina del Regio commissario. A ciò provvede lo schema di decreto, che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Supino, in provincia di Roma, è sciolto.

Art. 2.

Il signor avv. Giuseppe Troiani è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Data a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

SMARRIMENTO DI RICEVUTE.

(2ª *pubblicazione*). (Elenco n. 16).

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento della sottoindicata ricevuta relativa a titolo di debito pubblico presentato per operazione:

Num. ordinale portato dalla ricevuta: 4129 — Data della ricevuta: 11 aprile 1923 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione della ricevuta: Mazzei Maria Giuseppa fu Ferdinando — Titoli del Debito pubblico: Quantità, nominativi: 1 — Ammontare, rendita: 784 — Capitale: consolidato 3.50 % decorrenza 1° gennaio 1923.

Ai termini dell'art. 230, del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida, chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione il nuovo titolo proveniente dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 10 novembre 1923.

Il direttore generale: D'ARIENZO.

Dario Peruzy, direttore — Tumino Raffaele, gerente

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.